



UNE FIGURE DU TERRITOIRE EN MOUVEMENT : LE VENDEUR AMBULANT TRANSFRONTALIER EN AMAZONIE

Catherine Reginensi

► To cite this version:

Catherine Reginensi. UNE FIGURE DU TERRITOIRE EN MOUVEMENT : LE VENDEUR AMBULANT TRANSFRONTALIER EN AMAZONIE. Belin. Lieux et liens de la mobilité : ces autres territoires., Belin, Chapitre 16. pp.291-310, 2005, Mappemonde. <hal-00641719>

HAL Id: hal-00641719

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00641719>

Submitted on 16 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNE FIGURE DU TERRITOIRE EN MOUVEMENT : LE VENDEUR AMBULANT TRANSFRONTALIER EN AMAZONIE

Caterine Reginensi

Anthropologue, Maître auxiliaire à l'Ecole d'Architecture de Toulouse (France). Chercheure au laboratoire LRA (Laboratoire de Recherche en Architecture) et associée au FACI - Favelas e Cidadania - ESS/Universidade Federal do Rio de Janeiro, 83, rue Aristide Maillol-BP10629 31106-Toulouse-Cedex1 creginensi@gmail.com

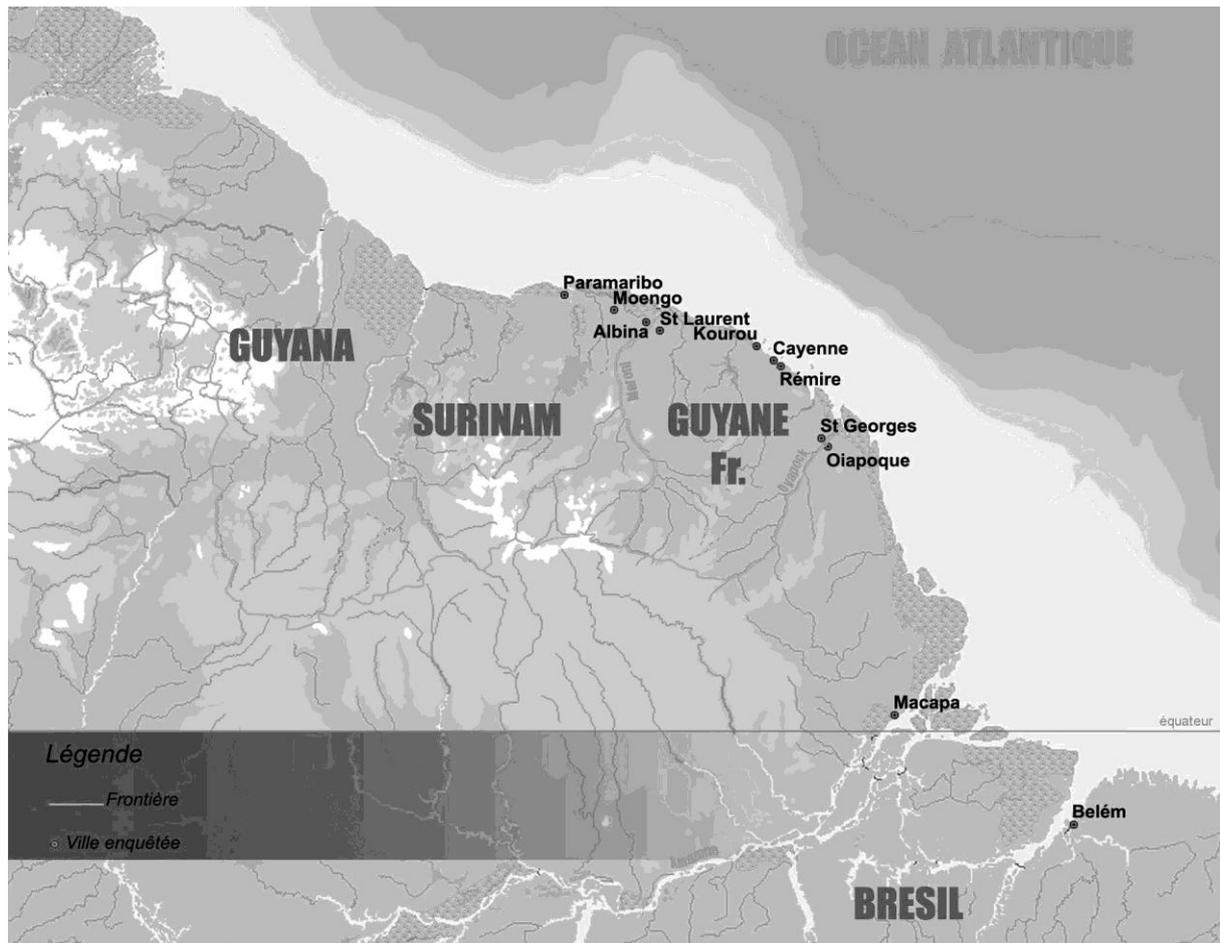
Texte publié en 2005 in Capron, G. Cortès, G., Guétat-Bernard H. *Lieux et liens de la mobilité : ces autres territoires*. Chapitre 16. pp.291-310, Editions Belin, collection Mappemonde

Cette contribution s'appuie sur des recherches menées en Guyane française et au Brésil, depuis 1998. Notre travail de recherche essaye de décrire et de comprendre comment des populations, participantes de flux migratoires, acquièrent une identité urbaine dans leur rapport au territoire.

Le Plateau des Guyanes est celui des espaces constitués de frontières : les fleuves. Le Maroni, à l'ouest et l'Oyapock, à l'est, jouent un rôle d'espace de transition et d'échanges de nature fort diverse et viennent abolir dans la réalité quotidienne la frontière instaurée par les Etats. Il faut un visa pour aller au Surinam et bien que l'obligation du visa ait été supprimée entre le Brésil et la France, elle est maintenue pour les Brésiliens se rendant de Macapá ou de Belém à Cayenne. Mais la réalité est que la plupart des Surinamiens et des Brésiliens se déplacent en pirogue, sans papier, d'une rive à l'autre du fleuve pour répondre aux exigences de leur quotidien. Parmi le chapelet de villes qui constituent les lieux de l'échange, celles étudiées¹ ont été :

-En Guyane : St Laurent du Maroni, à l'ouest, à la frontière avec le Surinam (villes observées : Albina et Paramaribo); Cayenne, capitale du Département et de la Région Guyane et St Georges de l'Oyapock à l'est, à la frontière avec l'Etat d' Amapá, au Brésil

-Au Brésil : Macapá, capitale de l'Etat d'Amapá, sur la rive gauche de l'Amazone et Belém do Pará, capitale de l'Etat du Pará, dans l'embouchure de l'Amazone.



DOC1 Villes enquêtées

Les vendeurs ambulants, saisis dans ces différents espaces urbains ont été choisis comme figure emblématique de la mobilité et de l'échange et leur activité comme l'expression du territoire en mouvement. Mais de quel territoire s'agit-il ?

En sciences sociales le territoire est la base du travail, de la résidence, des échanges pour reprendre les mots de Milton SANTOS « le territoire est la base du travail, du domicile, des échanges matériels et spirituels et de la vie, sur lesquels il influe. Lorsqu'on parle de territoire, on doit donc comprendre d'emblée qu'on parle d'un territoire utilisé dont se sert une population donnée » (2000: 97). Pour l'anthropologue, le territoire réactive la notion d'identité et il est, dans ce cas, mobilisé comme une ressource dans une logique de défense ou de refuge face aux mutations rapides et profondes de la société. Dans les villes amazoniennes étudiées, les individus, originaires du Surinam, du Brésil ou de la Caraïbe, face à la discrimination dans l'accès au logement, aux soins, à l'éducation, à l'emploi vont se référer au territoire qu'ils nommeront « village », « quartier » ou « communauté » par défaut d'autres marqueurs d'identité sociale.

Dans le cas spécifique de la Guyane française, le modèle républicain n'autorise pas l'expression des communautés mais le processus de spécialisation ethnique de nombreux quartiers se poursuit (Gallibour, 1996). Même s'il ne serait être question de qualifier ces territoires de ghettos en référence aux villes nord américaines, on peut parler d'espaces urbains cloisonnés (Lezy, 2000).

Au Brésil, pays de métissages, l'Amazonie représente parfois l'ultime refuge pour certains migrants. L'Amazonie reste tiraillée entre, d'un côté, des territoires qui servent de support à des communautés cherchant à se sédentariser et à maîtriser l'usage de la terre et, de l'autre, des territoires où se mouvoir « c'est traverser les hiérarchies sociales, c'est consommer symboliquement et factuellement du temps, de l'espace, c'est manifester symboliquement ses places : celle que l'on perçoit, celles que l'on occupe comme celles que l'on désire » (Tarrus, 1989 : 135).

Le phénomène migratoire en Amazonie, et en particulier l'immigration brésilienne vers la Guyane, signifie le franchissement d'une « frontière économique » mais également une expansion de frontière au sens que Ronald Arouck donne à ce terme c'est à dire « un apport de populations diverses créant des lieux marqués par des relations sociales souvent antagoniques » (Arouck, 2000 : 67).

La Guyane, l'Amapá et le Pará s'inscrivent dans un processus d'urbanisation où sont en jeu des pratiques migratoires et de mobilités des populations. Par ailleurs, les échanges -sur l'axe Guyane, Amapá, Pará -de biens matériels ou immatériels, de valeurs, de capitaux, de savoir-faire mettent en jeu des compétences d'individus qui s'appuient sur des expériences et qui savent évaluer les ressources disponibles dans l'espace urbain (Reginensi, 2002)

Ainsi, partant du principe que les habitants inventent la ville (Agier, 1999), la question est de savoir comment les « ambulants-migrants » investissent spatialement et culturellement les villes amazoniennes et quel rôle joue la mobilité dans les échanges. Nous proposons une lecture du territoire, des mobilités et des échanges en reprenant l'idée de frontière- à la fois physique et symbolique-comme une forme privilégiée de sociabilité (De Sousa Santos, 2001). Cette frontière n'est plus à considérer comme une séparation mais bien comme un lieu où se tissent des liens et où les marchands-ambulants sont les acteurs principaux.

Dans cette perspective, nous envisageons la situation du « migrant-ambulant » dans une continuité spatio-temporelle, sur des territoires circulatoires (Tarrus, 1993). Notre démarche prend en compte trois rapports à l'espace temps :

Le premier espace /temps concerne le processus migratoire. Il s'inscrit dans un temps long, à l'échelle du cycle de vie des individus et dans un espace international. L'anthropologue va saisir des données relatives à ce processus à travers des trajectoires repérables dans les histoires de vie, les biographies de familles.

Le deuxième espace/temps est celui de la mobilité sociale et résidentielle. Il correspond au temps du cycle de vie dans un espace localisé. Il s'agit de mettre en relation l'évolution de lieux, et des positions sociales au regard de l'économie (formel/informelle) souvent en relation avec la construction de la maison.

Le troisième espace/temps définit la mobilité spatiale et les déplacements quotidiens. Il se situe dans le champ des rythmes sociaux et renvoie aux lieux où s'expriment des échanges (économiques, sociaux, culturels et symboliques). Cette mobilité spécifie un mode d'organisation sociale, des rythmes et des usages auxquels participent des individus et des groupes. Nous retiendrons plus particulièrement la

notion de « situations élémentaires de la vie quotidienne » telle que la définit Michel Agier (1999: 94) et nous avons examiné des situations ordinaires, occasionnelles, de passage et rituelles qui mettent en jeu des relations individu /espace, individu/société.

MIGRANTS ET ANTHROPOLOGUES SUR LES BORDS DE LA FRONTIERE

Les ambulants rencontrés ont des relations personnelles bâties sur l'entraide et la confiance, ils représentent un groupe social original dont la caractéristique commune est de savoir construire une stratégie de survie par le commerce. Nous étudions plus particulièrement :

- les ambulants sur les bords de la frontière Guyane française/Suriname. La plupart des vendeurs sont de jeunes hommes appelés *wakaman*, littéralement « l'homme qui marche ». Ce premier personnage définit un premier type d'ambulant, individu mobile par excellence. Le *wakaman* est un jeune, de 15 à 30 ans d'origine, créole, noir marron, amérindienne² ou brésilienne qui évoluent dans la région de St Laurent mais aussi dans d'autres villes de Guyane, du Suriname et du Brésil. Ils se reconnaissent par des signes, le langage mais aussi la tenue vestimentaire : baskets (Nike oblige!), casquettes, tee shirts, pantalon, bijoux en or (chaînes, bagues, dents en or). Ils écoutent un style de musique : ragga, ragga, rap. Leurs activités se concentrent en secteur urbain, ils portent toujours sur eux un minimum de papier d'identité, quelque soit leur nationalité. Ils savent à qui s'adresser pour réparer un moteur, fabriquer des pirogues ou trouver des stocks de marchandises diverses : alcool, cigarettes, objets de toute sorte à revendre. Ils travaillent en fonction des opportunités et établissent des réseaux de contact. Selon l'un d'entre eux, suivi de Guyane au Suriname, il s'agit : « *d'être au courant de ce qui se vend, d'apprécier le temps que tu as pour acheter, de vendre et de faire le bénéfice* ».

- les ambulants sur l'espace du marché de St Laurent du Maroni. Ces vendeurs sont des femmes, entre 13 et 45 ans, venant du Suriname (Albina et Paramaribo). C'est le deuxième type d'ambulant, appelé *colporteuses*. Elles vendent dans toute la ville de St Laurent mais surtout les mercredis et samedis sur la place du marché, situé dans la zone coloniale.

-un troisième type de vendeurs : les ambulants sur l'espace de la rue, pour certains rencontrés sur une place à Macapá et une avenue à Belém. En Amazonie brésilienne, cet espace des rues est ordinairement occupé par un type d'ambulant, figure emblématique du développement durable, à savoir le vendeur *d'açai* (palmier appelé *wasai* en Guyane française). Mais nous avons, pour notre part, choisi d'étudier les vendeurs d'articles manufacturés, installés à proximité d'un des shopping center (immense supermarché, dans les villes du Brésil et d'Amérique Latine).

Ces différents types d'ambulants, dans des situations diverses, ont en commun un certain rapport vécu à la frontière qui se caractérise par :

-une utilisation sélective des traditions. « Vivre sur la frontière c'est vivre en suspension » nous suggère De Sousa Santos (2001) ; cela signifie que les individus ne se fixent pas à un endroit même s'ils en manifestent le désir, ils sont « d'ici et d'ailleurs », voyageant sans cesse d'un côté comme de

l'autre de la frontière, activant leur réseau dans leur lieu d'origine (au Surinam ou au Brésil pour nos enquêtés) mais aussi dans les espaces urbains d'accueil ;

-une invention permanente des formes de sociabilité : c'est reconnaître dans la différence les opportunités pour mobiliser des ressources et, pour certains ambulants, changer de statut et devenir un commerçant établi ;

-une lutte et une négociation avec les formes de l'autorité pour garder sa place ; notamment dans les cas de St Laurent du Maroni et à Belém où les ambulants doivent lutter avec les pouvoirs publics pour garder leur place dans la rue, avoir une légitimité en tant que commerçant de la rue.

C'est au travers de quelques exemples pris sur le vif que nous cherchons à saisir comment les migrants, individuellement et collectivement, se font une place, sont acteurs dans et de cette « ville bis, ville plus complexe, qui naît au cœur des pratiques citadines » (Agier, 1999 : 9). Faisant suite à une première approche sociologique de la ville en Guyane française, centrée sur l'étude des réseaux de relations et d'échanges des populations (Reginensi, 1996), notre démarche à caractère anthropologique, a consisté à suivre des jeunes migrants sur l'espace frontalier Guyane/Surinam, et à identifier leurs pratiques socio - spatiales dans les espaces urbains (Reginensi, 1999).

C'est ainsi que l'on pourrait voir une certaine « coïncidence » entre parcours du chercheur et parcours du migrant, de l'espace des frontières vers les espaces urbains d'accueil car, lorsque nous disons suivre, il convient de comprendre accompagner « l'autre » au sens physique du terme dans ses trajectoires sur différents échelles de territoires.

Nos enquêtes en Guyane et au Brésil sont basées sur des observations répétées, des prises de vue photographiques des pratiques d'échanges et de mobilités ainsi que sur l'analyse des discours des individus rencontrés. Notre travail a été un acte permanent de conversation. Les informations se collectent, une à une, au fil d'une confiance établie et il s'agit de « convaincre nos interlocuteurs que nous sommes ni policiers ni inspecteur des services sanitaires, douaniers fiscaux ni concurrents potentiels » (Peraldi, 2001 : 24). Chaque fois qu'il a été possible, nous avons donc essayé de partager avec les ambulants les moments clefs de leur activité. Pour ce faire, nous sommes devenues cliente, nous avons parfois marchandé et avons passé de longues heures auprès d'eux. Nous avons essayé de saisir les actes marchands proprement dits, les relations clients-vendeurs mais aussi les moments intenses que sont les voyages pour aller chercher des marchandises, négocier les opportunités.

DES PARCOURS CONTRASTÉS

Sammy, je l'ai rencontré pour la première fois, en 1997 à St Laurent du Maroni, en Guyane française. Il a alors 19 ans. Il a acquis depuis peu la nationalité française. Il se définit comme Djuka. En 1986, ses parents avaient fui la guerre civile au Surinam. Bien que né à Albina, au Surinam, Sammy se sent chez lui à St Laurent où des membres de sa famille sont installés bien avant la guerre

civile. Il a, depuis sa toute petite enfance, traverser le fleuve, en pirogue, pour rendre visite à ses nombreux cousins. Plus tard, adolescent quand les troubles sur la frontière s'apaisent, il recommencera les traversées pour accompagner sa mère qui vend au marché des produits du Surinam. Il habite une petite maison en bois, auto construite par son père et ses oncles et située dans un *village spontané*, encore existant. Ces habitats construits, sans autorisation à St Laurent, édifiés pour la plupart sur pilotis en bordure du Maroni, vont être éradiqués et les populations se verront relogées sur des sites planifiés dans toute la ville. Il ne va pas fréquenter régulièrement l'école mais suffisamment pour y rencontrer des individus et créer, en plus de son réseau familial, d'autres relations. Il va aussi savoir négocier une formation, dans le cadre des dispositifs de la politique de la ville. Ainsi, dans l'espace du Maroni diverses opportunités vont s'offrir à lui pour développer une activité économique. Sammy se définit comme *wakaman*.

Maria à Macapà est vendeuse ambulante sur la place Zagury au bord de l'Amazone



Doc2 Vendeuse ambulante à Macapà

Elle a 30 ans. Elle habite le quartier populaire de Perpétuo Socorro, situé à environ 500 m de la place Zagury où elle est installée. Elle est née dans un village de l'intérieur de l'Etat d'Amapá. Elle a investi dans l'achat d'un chariot (environ 40 euros) pour vendre des boissons et de l'eau de coco. Elle achète les boissons ainsi que les noix de coco. Elle aimerait, me dit-elle, avoir un grand terrain et planter des cocotiers, avoir sa propre production et vendre plus. Elle se déplace dans la ville pour vendre : une fête à tel endroit, la foire sur la place, la nuit à la sortie des boîtes de nuit. Son mari a eu un accident de voiture et ne travaille plus depuis deux mois, c'est elle qui assure le quotidien, elle a six enfants, le plus jeune a deux mois, l'aîné a 14 ans. Une bonne journée ? C'est gagner 45 à 50 euros.

Zelia et Danilo à Belém sont vendeurs ambulants sur l'avenue Almirante Barroso .

Zelia a 24 ans. Elle est née à Belém. Elle est célibataire, sans enfants. Elle habite un quartier périphérique (Ananindeua). Elle rejoint Belém tous les matins par le bus (une demi-heure de trajet). Depuis un mois, elle vend avenue Almirante Barroso : c'est le meilleur endroit, lui a-t-on dit. Elle était au chômage. Elle a acheté une structure métallique (300 euros) servant de présentoir, avec l'aide de sa famille. Cette structure, recouverte d'une toile de couleur rayée verte et blanche, la même pour tous les

vendeurs ambulants, a été suggérée par la mairie pour harmoniser les « boutiques » des ambulants sur l'espace public Elle doit payer le dépôt pour ranger la structure et elle paie aussi un jeune garçon qui l'aide à ranger (en tout environ 5 euros). Elle est là tous les jours de 8h à 19h et le samedi jusqu'à 21h. Les marchandises (réveils, jouets, pinces, serre têtes pour les cheveux,...), elles les achètent chez un grossiste sur la base de 220 euros. Une bonne journée ? : c'est gagner 20 euros. Les prix fluctuent tout le temps, « ça dépend des opportunités, parfois un grossiste a plus de montres, une autre fois il aura des sacs ou des jouets à la mode comme les Pokémon ou Digimon et ça change ». Les clients sont des gens de passage qui vont souvent au shopping tout proche. Elle a une autorisation de la mairie pour s'installer là; elle souhaite continuer à vendre à cet endroit...

Danilo a 34 ans, il est marié, père de trois enfants. Il vend aux côtés de Zelia et cela fait un an qu'il est là sur l'avenue. Il est né dans un village de l'intérieur du Pará et son père est parti travailler à São Paulo où il est allé lui même avec sa mère et une de ses sœurs quand il avait 8 ans. Mais la grande ville ne leur a pas plus, ils sont revenus et ont commencé à travailler sur les places et rues de Belém comme ambulants, cela fait plus de 10 ans : « même s'il faut toujours négocier sa place avec les autres vendeurs, discuter avec la Mairie pour avoir le droit d'être là, c'est mieux ici et, travailler à son compte c'est mieux que d'avoir un patron sur le dos ». Il a un autre stand sur l'avenue Vargas en centre ville que tiennent son frère et un employé. « Toute ma famille est une famille d'ambulants », dit-il en souriant. Son père et sa mère sont vendeurs dans un autre quartier de Belém, sa sœur aînée âgée de 40 ans emploie une dizaine de vendeurs et vendeuses dans toute la ville. Elle réalise un chiffre d'affaires moyen de 13 000 euros mensuels. En payant chaque employé 100 euros par mois elle fait un bénéfice de 1000 euros.

Identifiées par nos enquêtes, ces itinéraires d'hommes et de femmes dans les villes « des Guyanes » (Lezy, 2000) illustrent trois registres de questions : un premier, sur les commerçants ambulants articulant les circulations migratoires et les itinéraires commerciaux dans les villes; un second sur la formation d'une "culture" des ambulants, et notamment leurs rapports avec la société locale; un troisième sur les cadres sociaux de l'échange marchand et la mise en œuvre de compétences diversifiées.

Si nous avons fait le choix de ne présenter que les itinéraires des vendeurs ambulants de St Laurent sur l'axe frontalier du Surinam et de Belém au Brésil, il convient toutefois, de resituer d'une manière plus globale l'activité des ambulants dans les échanges commerciaux de l'informel sur un axe Guyane/Surinam/Brésil. Nous évoquerons ainsi les activités des transporteurs sur le Maroni, des Brésiliens, sur l'Oyapock, qui laissent percevoir des compétences et des logiques diversifiées d'acteurs aux côtés des ambulants. Ces derniers aspirant parfois à devenir un entrepreneur, véritable commerçant ayant un magasin, transporteur sur le fleuve ou encore chauffeur de taxi entre Paramaribo et St Laurent ou occupant plusieurs emplois dans Belém : ambulant et taxi.

DES « FLEUVES-FRONTIÈRES » AU CŒUR DES VILLES

Le fleuve Maroni à l'ouest, tient son rôle d'espace d'échanges et cette réalité quotidienne vient mettre à mal la notion de frontière instaurée par les états. De nos jours, la plupart des Noirs Marrons se déplacent sans papiers d'identité d'un côté comme de l'autre de la frontière pour aller voir leur famille, faire leurs courses ou pour entreprendre une activité commerciale. Il en est de même pour les Amérindiens sur les bords de l'Oyapock. Nous soulignerons, toutefois, des différences entre les deux espaces de frontières : St Georges e l'Oyapock en Guyane française, commune de 2088 habitants (INSEE, 1999), reste très enclavée. Elle est accessible par la route depuis Cayenne et ensuite par le bourg de Regina par une piste, mais de manière difficile surtout en saison des pluies. La meilleure façon de s'y rendre reste l'avion par Air Guyane qui a un coût encore élevé (A/R 90 Euros). D'autre part, le trafic fluvial sur l'Oyapock et le Maroni sont difficilement comparables. Les flux sont beaucoup plus importants sur le Maroni. Il suffit d'observer les bords des deux fleuves pour très vite se rendre compte que les pirogues qui circulent sont en nombre, en taille, en volume de marchandises ou en nombre de passagers transportés, plus importants sur le Maroni que sur l'Oyapock. Si nous regardons les villes frontières comme St Laurent et Albina (Surinam) à l'ouest, St Georges et Oiapoque (au Brésil) à l'est, en termes d'échanges, les berges des fleuves offrent des lieux d'accostage plus nombreux sur le Maroni. Les marchés dans les villes de St Laurent et de St Georges sont des espaces d'échanges de produits venant des pays voisins mais le marché de St Laurent est environ quatre fois plus important en nombre de vendeurs et d'acheteurs que celui de St Georges.

Mais au delà de ces différences, le commerçant ambulant joue un même rôle clef dans ces différents espaces d'échange, celui d'assurer l'approvisionnement en matériels de biens de consommation courante entre Oiapoque et St Georges et, au delà, vers Cayenne. Ajoutons que le pont en construction sur l'Oyapock reliant ces deux centres urbains et la construction de la route reliant St Georges à Cayenne devrait à court terme favoriser des échanges plus nombreux entre les villes de Guyane françaises et du Brésil (Emeraude, 2000). On perçoit déjà l'afflux de nombreux migrants brésiliens à St Georges, les vendeurs ambulants sur le marché sont à 95% brésiliens. Par ailleurs, on voit se dessiner des parcours de grands entrepreneurs : fils de Brésiliens nés et ayant fait des études en Guyane qui font le choix d'investir dans une activité commerciale (services ou vente de matériaux) à Macapá et au delà vers Belém ou même vers d'autres villes du Nordeste (Fortaleza). Ils voyagent plus souvent sur la ligne régulière de la compagnie aérienne brésilienne « Penta » et ont des employés sur la frontière. Ils sont les plus attentifs aux démarches entreprises par les deux gouvernements pour faciliter les échanges : communications postales, téléphoniques, routières, transferts de fonds, transports maritimes entre Cayenne (Port de Degrad des Cannes) et le port de Santana, transports aériens, transit et douanes, libre circulation des biens et des personnes.

DIVERSITE DES ECONOMIES INFORMELLES

Revenons sur l'axe Guyane-Surinam : dans le cas de St Laurent du Maroni ³ les populations qui sont, pour un grand nombre, originaire du Surinam, s'engagent dans des activités informelles, générant des formes de mobilisation sociale. Nous avons, suite à nos observations de terrain, établi une typologie de ces économies informelles qui invite à réfléchir sur le niveau et la nature du lien social mobilisé. Nous proposons cinq types d'économies informelles - même si nous avons étudié plus particulièrement l'économie de survie - et il apparaît que tous les types identifiés peuvent à un moment ou un autre s'imbriquer. Autrement dit, au cours de leur existence les individus peuvent passer d'un modèle d'économie à l'autre ou parfois, s'impliquer simultanément dans deux des types proposés :

-l'économie familiale : elle relève d'une autoproduction et autoconsommation (produits issus de l'agriculture des abattis comme le manioc et les fruits et légumes) mais aussi d'une capacité à mobiliser les liens familiaux pour des usages commerciaux. La famille se substitue à l'entreprise. Ce type d'économie concerne les noirs Marrons en Guyane française et surtout les Hmongs, en référence à cette population venue du Laos qui va cultiver des terres dans deux endroits de Guyane : Cacao, proche de Cayenne et Javouhey, près de St Laurent. Ils sont les principaux producteurs de fruits et légumes qu'ils vendent sur les marchés de Cayenne, Kourou et St Laurent.

-l'économie de survie : elle permet à chaque individu de se débrouiller par ses propres moyens pour survivre et pour se procurer le minimum d'argent indispensable aux échanges. Cette forme d'économie informelle est très proche des économies de survie africaines dans une société de type post-coloniale. La préoccupation des individus et surtout des femmes c'est le manque d'argent (Guérin, 2002) une de nos interlocutrices, colporteuse sur le marché de St Laurent, dira : « je suis fatiguée avec mes filles d'aller chercher de l'argent pour faire manger la famille ! ». Parfois, certaines de ces *colporteuses* voient évoluer leur statut et deviennent des entrepreneurs à dimension internationale et passent d'un type d'économie à une autre. C'est le cas de femmes de Paramaribo, capitale du Surinam, qui organisent le commerce du manioc à grande échelle vers l'Europe ou les Etats Unis. C'est aussi dans cette économie de survie que se situent le *wakaman*, ou l'épicier de quartier (qui, dans son arrière boutique peut avoir un atelier de mécanique auto ou stocker des marchandises acquises plus ou moins légalement). Activités, nouveaux métiers, petits boulots, « jobs » comme on dit communément en Guyane, permettent de maximaliser des gains, d'obtenir rapidement un complément financier devenus indispensables dans un contexte de crise. Ces « petits plus », terme évoqué par des commerçants brésiliens dans les quartiers spontanés ou par les jeunes sur les bords du Maroni, viennent se substituer à des systèmes de primes, de promotions sociales en vigueur en période de plein emploi mais, de nos jours, devenues inexistantes. L'ensemble des activités qui se développent se fait autour de savoir-faire, de compétences artisanales débouchant parfois sur du travail au noir à plus grande échelle avec des réseaux de détournement de marchandises très complexes.

-l'économie à dimension internationale : il s'agira ici d'un type de commerce qui se fonde sur des liens sociaux, ethniques et familiaux et fonctionnant sur le mode des mondes en diaspora. On trouve là de « véritables entrepreneurs sans entreprises, à grands réseaux expansionnistes ou petites familles restreintes au cercle de parenté proche » (Peraldi, 2001 : 16). C'est le cas de certains Noirs Marrons qui développent des activités en Guyane française, au Surinam et, au-delà, vers Miami ou en Europe (Amsterdam).

-l'économie des orpailleurs « francs-tireurs »: nous avons classé dans une catégorie spécifique les chercheurs d'or car ils représentent une part importante de l'économie informelle entre activités légales et illégales. Ils traversent la forêt à pied, puis en pirogue, pour se rendre sur des sites d'exploitation (les placers) souvent clandestins ou sur des barges (structures flottantes sur le fleuve même). Ils traversent les frontières Guyane/ Surinam, Guyane/ Brésil. Quelque soit le lieu, l'orpaillage est à l'origine de nombreuses dégradations de l'environnement. Cependant, cette activité constitue une ressource financière non négligeable pour une partie de la population vivant dans les petits bourgs sur les Bassins du Maroni et de l'Oyapock. Orpaillage et échanges de marchandises sont liés : les denrées et matériels destinés à l'orpaillage sont transportés en pirogue du Surinam vers la Guyane et il arrive que les produits, bien qu'arrivant du Surinam, soient cachetés au Brésil. La plupart du temps, les orpailleurs achètent aux marchands ambulants de St Laurent ou de St Georges ce dont ils ont besoin pour survivre sur les sites d'orpaillage en forêt profonde. Cette activité de contrebande fait souvent la une des faits divers dans le journal local « France Guyane » (« Pirogue et contrebande à St Laurent », 19/20 avril 2003). Seuls, quelques uns, se constituent un parcours d'entrepreneur et à leur tour, exploitent de nouveaux « francs tireurs », issus de leur communauté, n'ayant rien à perdre, et fortement décidés à faire fortune rapidement.

- l'économie criminelle : le marché de la drogue en constitue l'exemple le plus évident. Il est bâti sur un réseau mondial, ramifié de multiples branches. Le trafic de la cocaïne constitue un marché transitant par la Guyane. Les bénéfices de cette économie se réalisent par l'intermédiaire de la violence qui va s'exercer de plus en plus fortement sur les populations des quartiers spontanés. Parfois, les commerces clandestins ou les stands des ambulants servent de lieu de vente de la drogue ou même des commerces plus établis spécialisés dans la vente de l'or. Une série de petits métiers se mettent en action : le rabatteur qui trouve le client, le dealer qui a la marchandise et traite avec les trafiquants, le guetteur qui surveille les lieux et donne le signal si la police arrive au moment d'une transaction. La plupart de ces métiers sont occupés par des jeunes des quartiers qui en arrivent là après avoir été *wakaman* ou stagiaire dans une association ou encore vendeur ambulant sur le marché pour aider un membre de leur famille. Tous les jeunes ne peuvent être assimilés à des individus impliqués dans le trafic de drogue mais il est certain que l'attrait d'un gain important, acquis rapidement, joue un rôle dans la décision d'entrer dans le trafic.

DES ESPACES DE SURVIE AU QUOTIDIEN

Les différentes catégories économiques évoquées précédemment trouvent leur place dans les deux espaces que nous avons particulièrement étudiés : dans l'espace du fleuve-frontière et de ses berges ainsi que sur le marché de St Laurent. Nous allons examiner un peu plus en détail les échanges sur ces deux espaces en relation avec une économie de survie au quotidien.

Selon l'étude d'EMERAUDE datant de fin 1999, venant compléter nos données, il apparaît que l'ampleur des échanges et des mouvements de pirogues entre St Laurent et Albina crée une véritable activité économique.



Doc3 Transport de marchandises en pirogue sur le Maroni

On peut estimer que ces échanges représentent 130 à 200 emplois et que le chiffre d'affaires - uniquement des transporteurs - réalisé sur la liaison St Laurent /Albina est d'au moins 1,8 millions d'euros par an.. On peut estimer que le trafic économique en rapport est donc de plusieurs dizaines de millions d'euros.

L'espace du fleuve permet le côtoiement de deux types de transporteurs : les grandes familles de transporteurs famille AFE (transport de produits agroalimentaires) ISAAC, YOUKALIBA (pour le tourisme et le fret), ADAM dont l'implantation est plus récente et les petits transporteurs indépendants. Les uns faisant partie de cette diaspora, lignée de businessman, de ces « seigneurs » du fleuve ; les autres ont des activités plus fluctuantes et n'arrivent pas toujours à évoluer de statut. Toujours selon cette étude, 120 piroguiers assurent par jour la liaison St Laurent /Albina. L'une des activités principales est le transport d'essence. Ce produit étant beaucoup moins taxé au Surinam qu'en France fait l'objet d'une intense activité. Les échanges se déroulent sur les berges du Maroni à des points d'accostage bien précis sur St Laurent et Albina. C'est aussi sur ces berges que se situent les entrepôts des transporteurs. L'essence est vendue à St Laurent sur le bord de route entre les débarcadères du château d'eau et du village chinois, par de jeunes vendeurs ambulants. Environ la moitié des habitants de la ville (EMERAUDE, après recoupement de plusieurs sources d'information),

quelque soit leurs origines, achètent l'essence aux vendeurs ambulants ainsi que d'autres produits en provenance du Surinam. Il convient de noter que, depuis 2001 (dates de nos enquêtes complétées en 2003), les points de vente de l'essence permettent aussi à de nombreux vendeurs ambulants (une douzaine environ selon notre comptage) de vendre des marchandises en provenance du Surinam. Quels sont ces produits proposés par les ambulants ? En Guyane, on vend du riz, des légumes, de la viande, du pain de mie, des boissons, des savons, des produits cosmétiques, des produits d'entretiens, des cigarettes, de l'essence. Au Surinam on vend des vins et spiritueux, des fromages, du parfum. Par contre, les vêtements viendraient du Guyana.

A Albina, entre l'embarcadère principal et la station Texaco, l'activité est intense surtout les matins: la moindre pirogue est assaillie par des *wakaman* proposant leurs services (porter les bagages, trouver un transport, changer les euros en florins surinamais, vendre des boissons). On crie et on se dispute verbalement, on va parfois jusqu'à se bousculer ou se battre physiquement pour capter la clientèle. Dans le même espace, et au même moment de la journée, les taxis se vident des passagers qui utilisent les services de pirogues ou du bac international pour aller sur St Laurent. Ce sont des touristes, des femmes surinamiennes, les *colporteuses* qui vont vendre sur le marché de St Laurent ou dans la ville. On compte aussi des couples, des femmes avec des enfants de tous âges qui font le trajet pour rendre visite à des membres de leur famille et souvent ils profitent du déplacement pour faire des achats ou pour aller à l'hôpital de St Laurent pour recevoir des soins ou faire des examens. Le nombre de personnes traversant annuellement le Maroni entre Albina et St Laurent peut être évalué à 730 000 dont 10 000 par le bac (EMERAUDE : 1999).

Les points de vente des ambulants-*colporteuses* sont, comme nous l'avons dit, proches des points d'accostage à St Laurent et à Albina mais aussi dans les commerces informels, dans les quartiers d'habitat spontané et planifié, comme la Charbonnière (Reginensi : 1996). Cependant, c'est sur le marché qui a lieu à St Laurent, les mercredis et samedis matin, que les *colporteuses* sont de plus en plus nombreuses. Elles viennent modifier la configuration de ce marché appelé marché Hmong où depuis la fin des années 1980, la présence de femmes, d'enfants, d'adolescents Noirs Marrons ne va faire qu'augmenter : on comptait une douzaine de *colporteuses* en 1995, date de nos premières enquêtes, et dernièrement (2001-2003), ce nombre peut être multiplié par trois. Les produits mentionnés viennent des *abattis* (culture itinérante sur brûlis) mais, pour une grande majorité, ils proviennent du Surinam et du marché de Paramaribo. Les *colporteuses* s'approvisionnent là bas, le mardi et le vendredi. Le mercredi et le samedi à 5h du matin, elles se mettent en route pour aller vendre à St Laurent A 7h le matin (mercredi et samedi) elles s'installent sur le marché de St Laurent.. Elles se font aider souvent par un enfant.



Doc 4 Colporteuse sur le Marché de St Laurent du Maroni

Leur matériel est une simple brouette pour exposer les produits à la vente ; quelques unes ont des mini glacières pour les produits surgelés (poulet, viande). Elles s'installent entre les rangées des vendeurs « officiels », les Hmongs ou quelques membres d'autres communautés qui eux, paient un droit d'emplacement à un employé municipal. Certaines se déplacent ou envoient un jeune vendre de l'ail, de l'oignon, dans de petits sacs plastiques sur tout l'espace du marché. En cinq ans, celui-ci a agrandi sa surface de vente et ne se contente plus d'être sur la place mais s'étend sur des rues adjacentes et à l'arrière d'une halle (marché composé de vendeurs à majorité d'origine créoles).

Entre 8 et 11 h c'est le coup de feu. Le marché est d'abord un espace matériel et les colporteuses sont dans l'ambiance. Le marché devient très animé, très coloré par la présence des tous les produits de l'agriculture locale auxquels s'ajoutent les couleurs vives des parasols, des vêtements portés par les vendeurs et les clients. Les odeurs sont multiples : celles des fruits, des plats cuisinés de toutes origines et vendus sur des tables reposant sur des tréteaux et abrités du soleil ou de la pluie par d'immenses parasols. Le marché prend aussi un caractère sonore particulier : intonations, rythmes de différentes langues se mêlent au bruit des voitures. Les colporteuses interpellent les clients en criant : ail, oignons, poulet, sucre, wasaï (jus d'un palmier). Les prix sont parfois affichés sur un petit bout de carton et varient entre un et deux euros. La relation client/ colporteuse est souvent limitée car les *colporteuses* parlent en majorité en taki-taki (mélange d'anglais, hollandais, créole); le client montre la marchandise, demande le prix, achète et poursuit son chemin, il n'y a pas de marchandage possible. Un problème peut surgir au moment de rendre la monnaie, il semblerait que celle-ci n'existe pas ! Il est ainsi très difficile d'obtenir la monnaie d'un billet de 20 euros, parfois même de 10 euros , il devient nécessaire de prévoir des pièces ou des billets de plus petite monnaie sinon vous devez attendre qu'un gamin aille faire de la monnaie et cela peut prendre du temps !

Le marché est aussi un espace où s'expriment différents rapports sociaux : relations de voisinage (les *colporteuses* habitent souvent le même quartier), relations inter-ethniques, relations de conflit. Ce dernier est omniprésent, même occulté il peut surgir brusquement. Entre elles, les *colporteuses* discutent de leur vie de femmes, les conversations tournent beaucoup autour de la vie amoureuse et parfois des disputes surviennent. Le ton passe de la plaisanterie, à la moquerie, au défi. Mais c'est plus dans le taxi ou le mini bus en venant de Paramaribo que les discussions peuvent en venir à des règlements de compte autre que verbaux car l'espace du marché reste ouvert à un autre type de tension. En effet, le principal conflit se situe entre *colporteuses* considérées comme clandestines en Guyane française et les autorités de police. Il n'est pas rare de voir les *colporteuses* plier leurs marchandises et disparaître en courant. Elles sont souvent pourchassées dès leur arrivée sur les berges du fleuve. Tout dépend de la situation politique et sociale locale. En cas de conflit, par exemple, entre communautés dans un quartier, la police ou la gendarmerie se manifeste de manière plus ou moins répressive et les *colporteuses* en font les frais. D'autre part, ces *colporteuses* et d'une manière générale les vendeurs ambulants sont considérés par certains commerçants locaux comme des concurrents pour le secteur de la boulangerie et des bar-restauration (Enquêtes EMERAUDE : 1999).

Toutefois, on pourrait dire que l'espace du marché est aussi le reflet d'un espace de paix sociale où se côtoient toutes les communautés en présence. Toute une gamme d'identités sociales est donnée à voir jusqu'à servir une dynamique de négociation entre les populations -qui apprennent très vite à faire jouer leur réseau de relations tout en mêlant la tradition- et les institutions qui tentent d'appliquer les normes. En fait, le marché de St Laurent et les bords du fleuve sont des espaces d'échanges informels dont il convient de distinguer ce qui, dans cette activité économique, relève du politique (légal, illégal) et du culturel (par exemple le recours aux pratiques magico-religieuses pour rendre plus efficace le *business* - terme utilisé par les noir marron et désignant l'ensemble de l'activité économique informelle- ou encore pour déjouer les rivalités, pour se sentir sous protection...).

LA FIGURE URBAINE DU VENDEUR AMBULANT A BELEM DO PARA

Nous introduisons un autre exemple d'économie informelle de survie dans le contexte d'une ville brésilienne en Amazonie, Belém. Nous avons choisi de suivre les ambulants d'une avenue- avenida Almirante Barroso- carrefour routier (BR , route nationale par l'on rentre et sort de la ville), délimitant plusieurs quartiers (d'habitat populaire et résidentiel), à proximité d'un des deux shopping center de la ville (le shopping Castanheira). Ce choix a été déterminé par un travail de terrain dans un des quartiers populaires, Marambaia. Habitant sur place, nous avons eu le temps d'observer et de nous entretenir avec les ambulants. Nous avons utilisé la notion «d'entreprises d'espace-rue», chère à Dingan' Bazabas (1997) ; cet auteur traitant du marché de Port au Prince en Haïti définit tout un système d'échanges urbains assez proches de ceux que nous avons pu côtoyer à Belém. A la différence du marché de St Laurent, les marchés des ambulants favorisent de nombreuses interactions clients/vendeurs qui fixent les prix, nous y avons souvent marchandé les prix et attendu la monnaie qui parfois nous a été rendu sous forme de bonbons. Nous sommes en présence d'une économie de bazar :

« ...le bazar, ce lieu dans lequel tous ceux qui entrent, franchissant les portes de l'enceinte, aspirés par la passion et la frénésie marchande, sont « en affaire », comme on est en activité. Par ailleurs, l'économie du bazar est « cette forme sociale du rapport marchand dans laquelle les choses, les actes, les services, acquièrent le statut de marchandises par un accomplissement interactif lorsque l'acte marchand et ramené aux dimensions d'une performance théâtrale » (Peraldi, 2001 : 18-19). Nous avons découvert, sans vraiment avoir pu en comprendre toute la complexité, un système économique relevant d'un ensemble d'unités de production et d'individus qui sont à la fois consommateurs et producteurs. Cette entreprise « d'espace-rue » est une unité de production spontanée mais physiquement implantée, et nous ajouterons symboliquement reconnue. Il s'agit d'un espace public organisé sur un axe -chaussées, trottoirs, parfois des galeries- support de flux de personnes et de marchandises et symbole de la vie urbaine. « Tout le monde a besoin d'acheter à manger ou d'acheter un parapluie » nous dira José, ambulant depuis son enfance. Il souligne, à travers ses propos qu'il y a une véritable économie qui permet à de nombreux individus de vivre et de consommer en ville des produits indispensables (comme le parapluie, par exemple, puisqu'il pleut tous les jours à Belém, sous un climat tropical humide). A ce titre, le travail de recherche d'Ana Laura Dos Santos Sena (2002), auprès de 218 ambulants (vendeurs de produits alimentaires) des rues et places du centre de Belém, montre bien que l'augmentation du nombre de travailleurs ambulants favorise l'occupation de nouveaux espaces dans la ville et le développement de nouvelles activités ce qui provoque une réorganisation spatiale de la distribution. Elle insiste aussi pour dire que devenir ambulant est le résultat d'une exclusion du marché du travail formel et cette activité, au regard du travail de terrain, ne peut pas être considérée comme d'appoint ou de complément mais bien comme la principale source de revenus pour les familles.

A Belém, sur cette avenue Barroso (mais il existe d'innombrables lieux semblables dans toute la ville), les échanges marchands qualifient l'espace public urbain, par cette diversité dans l'activité et dans la fonction. Nous y avons trouvé :

- des vendeurs ambulants de produits alimentaires ou de biens manufacturés, (un seul marchand et des individus constituant des aides quotidiennes ou ponctuelles), installés sur le trottoir de manière permanente ou très mobiles tout le long de l'avenue.
- des vendeurs prestataires de services offrant des services de proximité et de consommation divers et établissant un lien avec le Shopping (certains habitants des quartiers populaires confectionnent des plats cuisinés, à leur domicile, pour des restaurants ou snacks du Shopping),
- des vendeurs ayant un stand d'ambulant mais aussi un magasin dans leur résidence et proposant des livraisons à domicile,
- des vendeurs ambulants proposant des produits d'artisanat à travers le recyclage de différents matériaux : papier, plastique, métal ; ayant un stand itinérant, se déplaçant d'une place à une autre, d'un marché à un autre.

Les installations sont fixes sous forme de stands et présentoirs amovibles, ou très mobiles comme la toile cirée à même le sol ou le modèle de l'itinérant « homme sandwich » sur l'avenue Barroso. Chaque modèle dans l'informel suit des stratégies d'implantation (par exemple le voisin qui garde la place occupée) et respecte des normes strictes et précises. Les produits en vente sont très variés. Les quantités dépendent de ce que le vendeur peut porter sur lui ou présenter sur son stand. Toutes les origines ethniques sont représentés : métis, indigènes, noirs, asiatiques. Les acheteurs viennent de toute la ville.

A travers tous ces modèles, on perçoit aussi les signes de normalisation : la reconnaissance par le passage de l'informel à la légalité. Le Gouvernement de l'Etat du Para et la municipalité de Belém mettent en place des programmes pour renforcer cette économie informelle et l'accompagner dans une mise en conformité (notamment règles d'hygiène, paiement d'un droit d'emplacement) et, au delà, développer l'emploi et les revenus (Dos Santos Sena, 2002). La relation ambulants/ autorités est toujours conflictuelle. Les ambulants ne sont pas toujours satisfaits de ces nouvelles règles. Ils disent rencontrer des problèmes pour vendre dans la rue, liés aux conditions imposées (contrôle, règles à respecter, avoir une licence..) et, en seconde instance, aux conditions du lieu même: pluie, chaleur, manque d'hygiène, inexistence de WC publics, bruits... Les ambulants sont aussi préoccupés par une violence qui se jouent à deux niveaux : diverses formes d'agressions (vols etc..) auxquelles ils peuvent être personnellement exposés et, par ailleurs, une violence plus symbolique qui relève de l'image qu'on leur renvoie : “ complices” des voleurs ou revendeurs de marchandises volées.

Il convient de noter, qu'en amont de ces unités de production, il existe un ensemble de fournisseurs qui approvisionnent le circuit et on voit se constituer des réseaux d'ambulants : « mon fournisseur il

se débrouille bien, il est comme moi, né dans une petite ville de l'intérieur, c'est un ancien ambulancier, il a développé son activité, il a aménagé un entrepôt dans sa propre maison, pour stocker et revendre à son propre compte. Ensuite il a acheté un local, il a obtenu les autorisations de la mairie pour que sa fille travaille dans le centre (historique) comme ambulante; sa femme travaille pour la mairie, elle connaît les politiques ! Une autre de ses filles a un magasin d'artisanat et un stand sur le marché (avenue Vargas), elle a plusieurs employés. Le fils aide son père et est devenu le fournisseur d'ambulants près de la gare routière, il ne va pas tarder à se mettre à son compte » (Mônica, vendeuse ambulante avenue Barroso). Ces mises en réseau se construisent dans un perpétuel bricolage tel que l'explique Roger Bastide (1970) quand il dit qu'un groupe humain dispersé et privé de son espace d'origine peut élaborer certaines procédures de maintien d'une cohésion par création d'un scénario qui met en performance ce qui a été perdu. Ces mises en réseau montrent aussi que des compétences sont en jeu dans ce travail des ambulants. Il n'est plus question de l'individu mais des différents rôles qu'il va jouer dans l'interaction. Le chercheur doit déplacer son regard et le porter sur la situation, la mise en contexte. De la même manière que tout espace est circulaire mais ne forme pas pour autant un territoire (Tarrow, 1993), tout habitant est un citoyen qui accède à des compétences citoyennes mais pas nécessairement à des compétences métisses si l'on se réfère à la définition proposée par Elisabeth CUNIN : la compétence métisse est définie comme « une capacité à connaître, mobiliser, appliquer les règles et les valeurs propres à chaque situation, à passer d'un cadre normatif à un autre, à définir son rôle et celui des autres de façon interdépendante » (Cunin, 2001 :10). Au delà d'une stratégie de subsistance fondée sur un travail familial à faible rentabilité s'organise une société commerciale où chacun profite de l'autre et, où mobiliser son réseau, peut permettre à certains individus de mener un parcours d'entrepreneurs du commerce ambulancier de rue.

La compétence métisse devient une catégorie d'analyse construite par le chercheur. Elle permet, dans le contexte d'urbanisation accélérée et de construction du changement social dans les villes brésiliennes de montrer comment se construisent les catégories en situation, comment fonctionnent les mécanismes de construction de rôles sociaux et de la citoyenneté.

L'espace des rues et places, des carrefours près de la gare routière, des avenues à proximité des Shopping Centers, des hôpitaux, des établissements scolaires est la scène où les compétences des ambulants s'expriment. Cet espace public est partagé par différents groupes sociaux par des limites invisibles qui permettent l'altérité. Nous pourrions multiplier les exemples significatifs le long de cette avenue Barroso de Belém : à la fois lieu d'achat d'objets de consommation (phénomène de mode pour les jeunes adolescents) mais aussi lieu de rencontre avec l'amoureux du moment quelques mètres plus loin, à l'angle d'une ruelle obscure ou dans l'anonymat du shopping . Cette avenue est aussi un espace sexué, espace des hommes ou celui des femmes suivant les heures et les jours de la semaine ou du mois. En fin d'après midi, c'est souvent un simple lieu de passage de jeunes « branchés » qui s'arrêtent, achètent et repartent dans leur voiture.

POUR CONCLURE

Dans ces villes, tournées vers l'espace des fleuves, se tissent de nombreux liens d'échanges et la mobilité conditionne le rapport à l'espace et les relations sociales. Les individus construisent leur identité d'entrepreneur de rue en permanence. De la même manière les espaces, les territoires qu'ils s'approprient ne sont jamais définis une fois pour toute.

Ce qui paraît intéressant à travers les témoignages des vendeurs ambulants, parfois contradictoires, c'est la possibilité d'explorer un imaginaire pluriel de la ville qui se caractérise par la rapidité, l'urgence, la rencontre et la violence. Le rapport au fleuve, à des formes d'échanges autant symboliques que marchands, montre surtout que les espaces de commerce sont essentiels dans la constitution d'une expérience urbaine quelque soit le point de vue où l'on se situe : commerçant, ambulant ou client-consommateur. Par ailleurs, dans le cas brésilien, face à un nouveau contexte démocratique datant du début des années 1980, le parcours des vendeurs ambulants devient un véritable défi pour affirmer son existence –à ce propos, notons que les travailleurs de l'économie informelle sont repérés par l'IBGE, l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique alors qu'ils sont invisibles dans les statistiques du Ministère du Travail, et qu'ils représentent en 2000 60% de la population active du pays, soit 41 millions de personnes -, pour conquérir un lieu dans la ville, pour constituer et développer son entreprise.

Dans le cas de la Guyane française, le système de dépendance Département d'Outremer/Métropole renvoie à une économie en crise et les situations de survie laissent la place à des situations paradoxales où tout le monde peut se nourrir grâce au Revenu Minimum et où l'entrepreneuriat ne repose plus que sur des individus considérés comme « indésirables », autrement dit n'ayant pas de papiers et bénéficiant des aides sociales. Les exemples, en Guyane ou au Brésil, du rapport formel/informel renvoient à une question politique qui concerne les Etats, les pouvoirs publics alors que l'économie se situe souvent en dehors de ce cadre et dans des formes de mobilisation complexes et très fluides. De notre point de vue d'anthropologue, les individus que nous avons côtoyés, qui cherchent à passer du cadre informel au cadre formel, le font dans le but d'améliorer leur statut social, ou encore pour transmettre des savoir faire à leurs enfants alors même que l'informel ne se transmet pas véritablement. Dans certains cas mêmes, les fils ou les filles sont amenés à refaire les chemins des pères, des mères lorsque ceux-ci ont été entrepreneurs. Les échanges informels reposent sur une grande part d'invention, d'originalité et toute intervention pour les formaliser peut générer des difficultés. Nous pouvons nous demander alors, comme Milton Santos (2001 : 5) comment aborder la question de l'informel comme enjeu de société : « ce secteur informel est le lieu de la liberté, de l'originalité c'est le lieu où tout est présent. Alors comment stimuler ces forces sociales, cette forme de vie interpersonnelle sans la corrompre ? Je pense que c'est cela le problème à traiter ».

Références bibliographiques

- AGIER M. (1999), *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Editions des Archives contemporaines, 175 p.
- AROUCK R, (2000), "Brasileiros na Guiana francesa. Novas migrações internacionais ou exportação de tensões sociais na Amazônia". In: *Lusotopia*, pp. 67-78
- BASTIDE R., (1970), « Mémoire collective et sociologie du bricolage » in : *L'année sociologique*. Paris : PUF, pp.65-108
- CUNIN E., (2001), « La compétence métisse. Chicago sous les tropiques ou les vertus heuristiques du métissage », In : *Sociétés contemporaines*, « Ancrages/Brassages », n° 43, pp.7-31
- DE SOUSA SANTOS Boaventura, (2001),[3^{ème} edition] *A crítica da razão indolente. Contra o desperdício da experiência*, São Paulo, Cortez Editora, 420 p.
- DINGAN' BAZABAS, (1997), *Du marché de rue en Haïti. Le système urbain de Port au prince face à ses entreprises "d'espace-rue"*. L'Harmattan, collection Villes et entreprises, Paris, 130p.
- DOS SANTOS SENA A.L.(2002), *Trabalho informal nas ruas e praças de Belém : Estudo sobre o comércio ambulante de produtos alimentícios* , NAEA, UFPA, 275p.
- EMERAUDE SARL, (1999), *Etude de l'impact socio-économique des échanges entre St Laurent du Maroni et Albina*, SATEP-DDE Guyane, 80 p.
- EMERAUDE SARL (2000), *Etude sur les incidences socio-économiques de l'ouverture de la RN2 sur l'espace transfrontalier de l'est guyanais Communes de St Georges (Guyane française) et Oiapoque (Amapa, Brésil)* SATEP-DDE et Conseil régional de Guyane 70 p.
- GALLIBOUR E., (1996) *L'accès à l'habitat : le cas des immigrés haïtiens en Guyane française*, Rapport PIR VILLE-CNRS, 317 p.
- GUERIN I.(2002), « Les pratiques financières des femmes entrepreneurs. Exemples sénégalais », *Revue Tiers Monde*, N°172, XLIII, Paris : PUF, pp.809-829
- LEZY E., (2000), *Guyane, Guyanes. Une géographie « sauvage »de l'Orénoque à 'Amazone*. Paris : Belin, collection Mappemonde, 347 p.
- MONNET J. CAPRON G.et al. (2000), *L'urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio spatiale*. Toulouse : Presse Universitaires du Mirail, collection Villes et territoires, 220 p.
- PERALDI M., (sous la direction de), (2001), *Cabas et containers, Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*. Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Paris, Editions Maisonneuve et Larose. 361 p.
- PIANTONI F. (2002), « Les recompositions territoriales dans le Maroni, relation mobilité-environnement », in : *Revue Européenne des migrations Internationales*, n°2,vol.18 pp.11-49
- REGINENSI C. (1996), *Vouloir la ville : du business à la citoyenneté en Guyane française*, Montpellier, Editions de l'Espérou, Ecole d'architecture, 150 p.

REGINENSI C. (1999) *Rythme de vie de l'enfant et des jeunes en Guyane, société pluriethnique*, Rapport de recherche action, Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports de Guyane, Cayenne, 100 p.

REGINENSI C.(2002) « Qué significa la ciudad para los habitantes de la Amazonia en la Guyana y en Brasil ? Cuál es el aporte de la antropología ? » In : *Revista Virajes*, n° 4 « Ciudades » Universidad de Manizales, Departamento de antropología, sociología, Colombia pp. 22-40 et également en version française sur le site , Recherche sur la Caraïbe, Ville.

SANTOS M.,(2000), *Por uma outra globalização, do Pensamento Único à consciência universal*, Rio de Janeiro, Editora Record, 270p.

SANTOS M. (2001), Entrevue dans *Cadernos especial Le Monde Diplomatique* “Um Outro mundo urbano é possível.”

TARRIUS A. (1989), *Anthropologie du mouvement*. Caen : Editions Paradigme,185 p.

TARRIUS A. (1993) “Territoires circulatoires et espaces urbains”, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°59-60, juin

¹ En Guyane, la population atteint de nos jours 160 000 habitants -ceci même en ayant une population qui a augmenté de +37% entre 1990 et 1999.- sur un immense territoire de 90 000 km². C'est le pays qui a la plus faible densité du continent latino-américain.. La production des territoires urbains (géographiques et politiques) est le fruit d'une histoire dont les traces en sont encore présentes et repérables : histoire de la colonie, des migrations, des cycles économiques spécifiques. Ainsi, la ruée vers l'or, l'implantation du bagne, la création du centre spatial vont modifier l'espace et, être à l'origine de la création de nouvelles villes : par exemple, à la fin du siècle dernier, St Laurent du Maroni, va voir le jour à l'ouest, en 1986, la guerre civile, au Surinam, de l'autre côté du fleuve « frontière », va être à l'origine d'une arrivée massive de populations, doublant quasiment la population de la ville. Kourou qui, de simple bourg, comptant 700 habitants en 1965, totalise, dans les années 1990, plus de 18 000 habitants, cela après les grands chantiers : construction du Centre Spatial et du Barrage de Petit Saut, qui vont attirer des populations de l'intérieur ou des pays limitrophes voire de la Caraïbe. Cayenne ville « capitale », a aussi été marquée par l'histoire pendant l'esclavage et après son l'abolition, pendant la découverte et l'exploitation de l'or et enfin depuis la départementalisation jusqu'à nos jours. La ville a connu une expansion urbaine brusque et désordonnée et, de 1946 à 1983, la population de la ville et de ses banlieues a quadruplé. Et on parle le plus souvent de l'île de Cayenne rassemblant Cayenne, Rémire Montjoly et Matoury ; et de nos jours cet ensemble compte plus de 80 000 habitants soit 53% de la population de la Guyane.

En Amapá, en 1960, la population urbaine était supérieure à la population en milieu rural (51%). En 1970, 54% de la population résidait en zone urbaine et en 1996, c'est 87,12% de la population qui est considérée comme urbaine. On constate après 1980, une concentration progressive et massive de la population dans les villes de Macapá (222 000 habitants),

Belém, capitale de l'Etat du Pará fait figure avec Manaus, de capitale régionale (Région Nord du Brésil), c'est aussi une des neuf Régions métropolitaines du Brésil. Sa population est passée de 633 749 habitants en 1970 à 1 144 312 habitants en 1996 (IBGE). Elle ressemble à de nombreuses villes d'Amérique Latine avec une population aisée qui vivent dans des gratte-ciel et autour plus de 500 000 personnes habitent les *baixadas*, souvent sur pilotis en zones inondables. A la périphérie aussi, environ 500 000 personnes vivent sur des terrains gagnés sur la forêt, d'occupation illégale la plupart du temps et que l'on nomme *invasões*. En 1999, Belém et Ananindeua représentent 26,97 % de la population du Pará. La population est en majorité constituée de personnes originaires de l'Etat du Pará, viennent ensuite des individus du Maranhão et du Ceara ; les populations d'origine étrangère sont (en nombre significatif) des japonais.

² Bushinengue ou Noirs Marrons sont d'origine africaine, anciens esclaves qui se sont enfuis des plantations de la Guyane hollandaise avant l'abolition de l'esclavage et se sont dispersés sur le territoire des Guyanes. Ils sont composés de plusieurs ethnies : les Bonis, les Djukas et les Paramaca qui parlent le taki-taki langue mixte (éléments de hollandais, anglais et portugais) dont la syntaxe est typiquement africaine ; les Saramaca, Matawai et Kwinti parlent le saramaca, langue créole à base lexicale portugaise.

La population amérindienne est composée de sept ethnies : les Kalinas, les Wayanas, les Arawaks, les Palikours, les Wayapis, les Galibis et les Emerillons. Notons que l'ensemble de la société guyanaise est née de la colonisation et qu'à l'exception des amérindiens, toutes les composantes de la population ont été importées.

³ Il convient de noter que les moins de 20 ans représentent plus de la moitié de la population de la ville (51%) alors qu'ils ne sont que 43% pour l'ensemble de la Guyane. A St Laurent, la proportion de populations résidant antérieurement à l'étranger est bien supérieure à la moyenne de la Guyane (32,5% pour St Laurent contre 17, 6% pour la Guyane). Enfin, concernant l'emploi, en 1990, le taux d'activité des personnes adultes de St Laurent était de 50 % contre 65, 7% en Guyane et le taux de chômage atteignait 41 %contre 24,2% pour la Guyane. Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) concerne 449 allocataires sur St Laurent soit 8,5 des allocataires de Guyane (Source : INSEE). Dans son fonctionnement la ville est plus tournée vers le fleuve et l'espace frontalier : 2180 personnes en moyenne franchissent le Maroni dans les deux sens et seulement 1250 en moyenne journalière empruntent la Route Nationale (données DDE de 1997).